

3. Agriculture et développement rural

La TICAD IV qui, au moment où la communauté internationale était préoccupée par les conséquences de la hausse vertigineuse des produits alimentaires, a demandé à celle-ci d'y apporter une réponse appropriée. Le Japon a déployé tous ses efforts afin de contribuer à la mise en place d'une réponse coordonnée d'envergure mondiale à la crise alimentaire ainsi qu'un cadre international permettant de s'attaquer à l'insécurité alimentaire sur le moyen et long terme. Ces efforts ont débouché sur la « Déclaration des dirigeants du G8 sur la sécurité alimentaire mondiale » lors du Sommet du G8 de Toyako-Hokkaido. Le Japon a également œuvré, de concert avec les organisations internationales, en vue de recenser les principes et bonnes pratiques susceptibles de promouvoir de manière responsable les investissements internationaux dans le domaine de l'agriculture. La TICAD continuera à promouvoir les mesures visant la sécurité alimentaire en Afrique, ayant à l'esprit les OMD 1 et 7, et le fait que la majeure partie de l'agriculture africaine, abreuvée par l'eau de pluie, est sensible aux effets du changement climatique, tels que les sécheresses et les inondations accrues.

Sur le continent africain, l'Union africaine (UA) s'est engagée résolument à améliorer la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Les chefs d'État, qui se sont réunis en juillet 2009, ont réaffirmé cet engagement de l'UA pour le développement agricole. Par le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PPDAA), les pays africains ont mis au point des stratégies agricoles complètes et augmenté l'investissement dans l'agriculture. Pour l'heure, douze pays ont signé des accords dans le cadre du PPDAA, tandis que douze autres devraient en signer dans les mois à venir. Au niveau régional, la CEDEAO a signé un accord régional ; le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) en signera un d'ici à la mi-2010 et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a engagé le processus. Les accords associés au PPDAA sont axés sur les résultats. L'examen des programmes d'investissement et de dépenses qui sont conçus à la suite de ces allors se concentre sur la portée, les priorités, la conception du programme, les capacités d'exécution ainsi que le suivi et l'évaluation. Une fois les plans finalisés, les partenaires se mettront d'accord pour combler les budgets manquants.

Etat de l'aide alimentaire japonaise – Avril 2008 - Mars 2010 (provisoire)

Bien que la mise en œuvre des objectifs du PAY en termes de dons et de coopération technique progresse de manière satisfaisante (réalisés à 79%), il convient néanmoins d'encourager les projets d'irrigation dans le cadre de dons et de prêts en yens. Il y a lieu de privilégier davantage l'appui à l'accès au marché et l'amélioration de la compétitivité agricole, notamment par le biais du renforcement des capacités des leaders agricoles. Le Japon a par

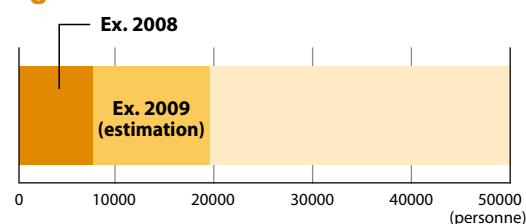
ailleurs mis 100 millions de dollars à la disposition de la Banque mondiale à travers deux fonds fiduciaires afin de soutenir les organisations de producteurs et l'initiative de la Coalition pour le développement du riz africain (CARD), y compris les travaux de recherche au sein du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI).

Montant total de l'APD dans le secteur agricole (avril 2008-mars 2010)

(100 million yen)

	Irrigation	Rendement agricole	Autres*
Prêts	0	—	—
Dons et coop. tech.	92,98	64,81	49,29

Progrès du renforcement des capacités pour 50 000 leaders agricoles



* Développement de la pêche et des moyens de subsistance, planification du développement agricole, etc.

** Les données détaillées sont consultables sur le site Internet suivant : <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html>



Aide alimentaire japonaise

L'aide alimentaire japonaise fournie dans le sillage de la TICAD IV jusqu'en mars 2010 s'est chiffrée à environ 600 millions de dollars et a nettement dépassé les mesures d'aide alimentaire d'urgence annoncées lors de la TICAD IV, par laquelle 100 millions de dollars devaient être fournis de mai à juillet 2008.

Pays ayant reçu une aide alimentaire du Japon après la TICAD IV



Gestion durable des ressources en eau et occupation des sols

Dans le cadre des efforts conjoints menés par les partenaires de la TICAD en vue d'accroître de 20% la superficie des terres irriguées au cours des cinq prochaines années, le Japon a l'intention de construire et d'améliorer les installations d'irrigation et de développer les capacités d'irrigation des pays africains sur 100 000 hectares. Des engagements pour des projets couvrant 30 000 hectares ont été pris d'ici à la fin de mars 2010. La JICA, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et d'autres institutions financières collaborent étroitement à la formulation des projets qui seront mis en œuvre dès que possible.

Les prêts de l'AID du Groupe Banque mondiale en faveur de l'agriculture ont atteint 1,5 milliard de dollars durant l'exercice 2009, dépassant son objectif de 1 milliard de dollars par an. La SFI a élargi son soutien à l'agrobusiness, moyennant des engagements de 74 millions de dollars en 2009. La Banque mondiale a mis en place un nouveau fonds fiduciaire multidonateurs afin d'appuyer le processus du PPDA, les accords signés représentant une contribution totale garantie de 32 millions de dollars. Elle gère également quatre nouveaux fonds fiduciaires multidonateurs totalisant 200 millions de dollars destinés à soutenir des approches régionales de la productivité agricole.

La Coalition pour le développement du riz africain (CARD)

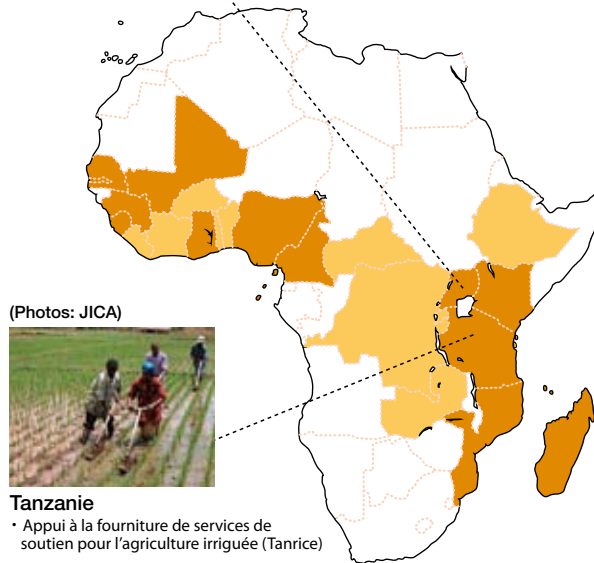
Un groupe initial de douze pays, suivi d'un second groupe de onze, ont été sélectionnés. Le premier groupe a présenté des Stratégies nationales de développement rizicole (NRDS) lors de la seconde Assemblée générale de la CARD à Tokyo en juin 2009. Ces stratégies ont servi de base à une série de mesures d'appui de la part des partenaires au développement. Des séminaires d'orientation sur la CARD ont été organisés de décembre 2009 à janvier 2010 et un soutien a été apporté à la formulation des NRDS.

Pays participants à la CARD et exemples de soutien de la JICA en cours



Ouganda

- Projet de promotion du riz NERICA
- Assistance technique au projet de développement d'une agriculture irriguée durable



Tanzanie

- Appui à la fourniture de services de soutien pour l'agriculture irriguée (Tanrice)

1er Groupe Cameroun / Ghana / Guinée / Kenya / Mali / Mozambique / Nigeria / Sénégal / Sierra Leone / Tanzanie / Ouganda / Madagascar

2e Groupe Gambie / du Ivoire de Libéria / Côte / Bourkina / Togo / Bénin / Central Afrique / DRC / Rwanda / Ethiopie / Zambie

CARD (Coalition pour le développement du riz africain)

Il s'agit d'un groupe consultatif de partenaires au développement, comprenant également des établissements de recherche, qui travaille en collaboration avec les pays africains producteurs de riz, dans l'objectif de doubler la production de riz en Afrique subsaharienne, actuellement de 14 millions de tonnes/an à 28 millions de tonnes/an d'ici à 2018. Les mesures d'appui de la part des partenaires couvriront l'amélioration génétique, la sélection de variétés améliorées, dont le NERICA, l'amélioration des techniques culturales, le recours accru aux intrants, la transformation après récolte, la commercialisation, le renforcement des capacités et des aspects de la coopération Sud-Sud.